

Libération - 11 mars 2004

“Route 181” : la polémique continue
le film est malgré tout projeté aujourd’hui à Beaubourg.

C’est aujourd’hui, seulement que le documentaire *Route 181, fragments d’un voyage en Palestine-Israël*, de Michel Khleifi et Eyal Sivan, pourra être vu dans le cadre de Cinéma du réel, au centre Pompidou (15h30, débat après la projection). Les courriers adressés par certains détracteurs du film aux autorités culturelles (et notamment une lettre collective signée d’une dizaine de personnalités dont les cinéastes Arnaud Desplechin, Eric Rochant et Noémie Lvovsky, ainsi que Bernard-Henry Lévy, Philippe Sollers...) ont entraîné la suppression de la deuxième projection (prévue dimanche, en clôture).

Une censure sans précédent dans l’histoire de Cinéma du réel, officiellement justifiée *“d’un commun accord entre la BPI, le centre Pompidou et le ministère de la Culture”*, pour *“des raisons de sécurité”*. L’observatoire de la liberté d’expression de la Ligue des droits de l’homme note, pour sa part, qu’ *“il fut un temps où les groupes de pression liberticides s’adressaient non pas aux autorités de l’Etat mais aux tribunaux pour réclamer des interdictions. Les juges prenaient en compte la liberté d’expression : ces groupes étaient le plus souvent déboutés.”*

Peu soucieux de tels détours, les adversaires du film les auront court-circuités en trouvant une oreille directement favorable au ministère de la Culture ! Les protestations diverses (Société des réalisateurs français, Mrap, Association des documentaristes, etc.) et la pétition de quelque 300 signataires (Godard, François Maspéro, Jack Ralite, Russel Banks et... Claude Guisard, président de l’association des amis du Cinéma du réel !) n’ont pas ébranlé les autorités «compétentes», peu désireuses, cependant, d’assumer leur responsabilité. Rue de Valois, le service de presse du cabinet précise que le communiqué diffusé par le centre Pompidou est *“erroné”* et qu’il n’y a pas eu de *“commun accord”* avec le ministère : *“Nous avons été avisés, mais ne nous sommes prononcés ni pour ni contre. Le ministère n’intervient pas dans la programmation d’un festival.”* Bruno Racine, président du centre Pompidou, maintient, lui, que le ministère *“a estimé que la décision était équilibrée”*. Tant de courage effraie.

A.-O. BOUZET